

n°299 17/11/2009 2€50

Rouge & Vert

LE JOURNAL DES ALTERNATIFS

*Le retour de la Droite
à ses fondamentaux*

**Y'a bon,
l'identité
nationale!**

LES
NER
RE
ALIMENT DELICIEUX
D
LES ESTOM
USINE COURBEVOIE



Retour de la droite à ses fondamentaux

Avec une seule région UMP sur 22, le gouvernement tablait il y a quelques mois encore sur une reconquête électorale lors des prochaines élections régionales, même partielle. Il ne pouvait faire pire. Mais la baisse régulière de la cote de popularité du Président Sarkozy entraîne tout son parti dans sa chute abyssale. Malgré l'esbrouffe, les effets d'annonce et la complaisance médiatique, la dégradation continue des conditions de vie en France fait « *qu'ensemble, le pire devient possible* ». Voilà pourquoi la Droite lance son offensive hivernale : une campagne de « reconquête » basée sur 5 axes : s'appuyer sur la mystification communicationnelle du président, prétendre à la diversité de la Droite, soutenir les idiots utiles à gauche, et agiter les drapeaux de la délinquance et du nationalisme.

1. S'appuyer sur l'aura présidentielle.

Tous les élus de droite sont convoqués sur le pont pour reprendre le conte élyséen, en dépit d'un réel qui s'obstine à ne pas se soumettre aux desideratas présidentiels : Président Sarkozy travaille beaucoup (Qu'importe s'il s'agit de beaucoup de gesticulations entre une baignade à Copacabana et un pied de grue à Washington), Président Sarkozy a relancé l'Europe, fait progresser la démocratie en Chine et arrêter les chars russes en Géorgie (on en rigole encore, de Tbilissi à Lhassa). Enfin, Président Sarkozy est humain, cultivé (la preuve, il a toujours un livre à la main !). Plus les bévues, les embûches, les échecs sont manifestes, plus outrageuse gonflée est la défense. Cette enflure dans l'éloge des commis gouvernementaux et des médias aux ordres (flatterie, occultation et révisionnisme) donne de plus en plus à notre république de faux airs de démocraties fantoches.

2. Prétendre au pluralisme à Droite

Qu'un sénateur UMP se plaigne d'être commandé sans ménagement, qu'une Secrétaire d'État exprime des inquiétudes au vu des sondages d'opinion, et la presse célèbre le débat politique qui anime la droite. Il n'y a pourtant là nulle remise en cause des orientations gouvernementales. Cette parodie de pluralisme (faut-il se coucher ou ramper ?) permet de ne laisser aucun espace public à une remise en cause des choix ...

suite de l'édito p.6

**POUR QUE VIVE LA PRESSE AUTOGESTIONNAIRE
POUR NOUS DONNER LES MOYENS DE LA DEVELOPPEMENT**

Le développement de la presse autogestionnaire repose sur l'engagement des adhérent-e-s et sympathisant-e-s des Alternatifs comme sur l'augmentation du nombre d'abonnements. Nous avons fait le choix du libre accès à *Rouge & Vert* sur le site des Alternatifs. Il nous paraît tout aussi important d'augmenter la diffusion de la version « papier ». Dans les mois qui viennent *Rouge & Vert* et la *Lettre des élu-e-s Alternatifs* se feront l'écho des actions et réflexions pour une alternative sociale, écologique, féministe, altermondialiste à un système en crise, de la bataille pour le rassemblement des forces de la gauche de gauche, de la convergence des courants de la gauche alternative et écologiste, des initiatives des Alternatifs. De nombreux abonnements et réabonnements à *Rouge & Vert* sont un encouragement à renforcer notre activité, et nous en donnons les moyens. Nous comptons sur toutes et tous. (il est également plus que souhaitable de rejoindre les Alternatifs en 2009 !)

Je m'abonne!

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Je m'abonne à «Rouge et Vert» et à la «Lettre des élu-e-s Alternatifs»

Je rejoins les Alternatifs en 2009

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
LES ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris

40, rue de Malte 75011 Paris Courriel : contact@alternatifs.org
tel. 01 43 57 44 80 fax. 01 43 57 64 50

Commission paritaire n° 1013 P 11445 ISSN 1146-3961

Directeur de publication : J.J. Boislaroussie,
Coordination et maquette : M. Colloghan

Ont collaboré à ce numéro :

Jean-Jacques Boislaroussie, Tiburste Cabochon,
Mathieu Colloghan, Ali Dahmoun, Julien Douillard,
Jean-louis Griveau, Roger Lalouette,
Richard Neuville, Marie-José Pépin, Daniel Tourtaud
et Elodie Vieille-Blanchard

Edité par la SARL SECA (Société d'Édition et de Communication des Alternatifs)
SARL au capital de 4000€ RCS Paris B448 326 835 durée : jusqu'au 28 avril 2063. Gérant : R.Mérieux

imprimé par Expressions II : 01 43 58 26 26

WWW.ALTERNATIFS.ORG

Unité en Danger

Le risque de division de la gauche de transformation sociale et écologique est réel.

Pourtant toutes les forces se retrouvent pour la présentation de listes indépendantes du PS au premier tour des Régionales, pour une fusion démocratique avec les listes du PS et des Verts au deuxième tour, à l'exclusion d'accords avec le Modem.

Reste un obstacle à franchir, celui de l'attitude à tenir au sein des Conseils Régionaux.

Pour ce faire, depuis plusieurs mois, les Alternatifs mettent en avant la nécessité de prendre en compte la possibilité d'attitudes différenciées des forces politiques de l'autre gauche sur la question des majorités et exécutifs au sein des Conseils régionaux.

Significative en terme de stratégie politique, la question des exécutifs reste obscure pour le peuple de gauche, qui risque fort de mettre tout le monde d'accord au moment du scrutin si la division l'emporte une fois de plus.

Des rencontres ont lieu dans de nombreuses régions entre les différentes organisations, des signes encourageants se manifestent dans plusieurs d'entre elles.

Les Alternatifs poursuivent leurs échanges sans exclusives avec toutes les forces, sur la base de la contribution de l'exécutif du 6 novembre et de la résolution de leur coordination de septembre 2009. Une nouvelle coordination est réunie les 21 et 22 novembre pour définir des mandats prenant en compte la situation nouvelle.

L'appel "La responsabilité de réussir notre rassemblement" (que publie Rouge&Vert), porté initialement en particulier par des militant-e-s des Alternatifs, de la FASE, du PCOF et des militant-e-s du NPA, est largement signé. Il est un élément de la bataille pour l'unité qui se poursuit, et n'est, et de loin, pas seulement l'affaire des militant-e-s politiques "encarté-e-s". ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

CONTRIBUTION DE L'EXÉCUTIF DES ALTERNATIFS AU DÉBAT

POLITIQUE

RÉGIONALES

Contribution de l'exécutif des Alternatifs au débat des organisations de la gauche de transformation sociale et écologique

Lors de la réunion du 28 octobre des organisations de la gauche antilibérale et anticapitaliste, le Front De Gauche a présenté une contribution écrite visant à clarifier la démarche commune.

Nous considérons donc qu'elle reflète les positions communes des organisations participant au Front de gauche. Cette contribution comporte, de notre point de vue, des avancées positives. La contribution du FDG fait état d'une disponibilité à des listes larges réunissant le Front de Gauche et des partis ne participant pas au Front de Gauche. Les Alternatifs défendent la proposition d'un rassemblement large, en par-

tant du constat de la diversité des forces concernées.

Un rassemblement plus large que le périmètre politique du Bloc de Gauche portugais, constitué autour des courants de la gauche radicale et alternative, et de celui de la Linke allemande, constituée autour de courants issus des traditions communiste et socialiste de gauche. Pour les Alternatifs, ce rassemblement large ne devra pas se limiter aux forces politiques, et donc s'ancrer dans des forums citoyens ouverts aux femmes et aux hommes partie prenantes des initiatives et combats sociaux, associatifs, fé-

ASSISES ORGANISEES PAR POLITIS (7 et 8 novembre)

Près de 200 personnes ont participé aux Assises pour le changement organisées par le journal *Politis* à la Bourse du Travail de Saint Denis.

Lieu symbolique, où se sont tenues plusieurs réunions nationales des collectifs issus du NON de gauche au Traité Constitutionnel Européen. Lieu donc d'espoirs unitaires, si souvent déçus.

La cohorte des partisans de l'unité de la gauche de transformation sociale et écologique était, cette fois, plus réduite, mais les débats thématiques de très bon niveau et manifestant de larges plages de convergence entre les représentant-e-s des organisations invitées (dont bien sûr les Alter-

natifs).

Le débat international du samedi 7 en soirée a vu intervenir des camarades de la Linke et du Bloc de Gauche Portugais, ce dernier donnant une grande leçon d'optimisme de la volonté"...et de réussite.

Le débat politique du dimanche 8 novembre a été marqué, comme le soulignait Denis Sieffert dans l'éditorial de «Politis», par une large volonté de ne pas laisser passer la chance de construire un rassemblement pour la rupture avec le libéralisme et le productivisme, et pour l'alternative. Qu'elle ne reste pas sans suite ! ■

T.C.



A la tribune de Politis, de gauche à droite : Christian Piquet, Claude Debons, Clémentine Autain, Jean-Jacques Boislroussie, Michel Soudais, Patrice Bessac et Jean-Vincent Placé

ministres, écologiques et démocratiques, dans une optique altermondialiste

Le cadre unitaire national actuel couvre un espace politique large, essentiel pour la construction d'une dynamique politique puissante. Les Alternatifs sont donc prêts à poursuivre la discussion avec les formations du Front de Gauche dans la

configuration entre ces formations souhaitée par celles-ci, mais, bien entendu, dans un cadre unitaire large rassemblant les forces du Front de Gauche et celles qui ne souhaitent pas en être partie prenante.

Les Alternatifs prennent acte positivement de la proposition du Front de Gauche : « *Au premier tour ces listes se présenteront de façon "différente" de celles du PS et d'Europe Ecologie* » même si nous aurions écrit "indépendante" plutôt que "différente".

Les Alternatifs partagent les trois objectifs mis en avant : « changer les rapports de force à gauche en faveur de la ligne de transformation sociale, battre la droite et rassembler une majorité autour d'un projet alternatif à la logique du système qui est en crise aujourd'hui ».

La contribution du Front de Gauche clarifie la question de la participation à des exécutifs en la liant aux conditions qui la rendent possible : possibilité de mettre en oeuvre les points essentiels de notre programme, rapport de force permettant effectivement de l'appliquer, refus de toute participation du MODEM.

Les Alternatifs ont mis en avant une telle démarche conditionnelle.

Il serait vain cependant de nier l'obstacle considérable que constitue, vis à vis de cette démarche, l'orientation sociale libérale du PS, au niveau national comme dans les régions. De ce point de vue, la question concrète des points forts d'un programme de rupture avec le libéralisme et le productivisme dans les régions est essentielle et doit être dès à présent approfondie.

La mise en oeuvre de ces priorités programmatiques permettrait la participation à des exécutifs, mais, a contrario, le refus par le PS de celles-ci nous interdirait de gérer les régions avec lui.

Les Alternatifs considèrent qu'il reste envisageable que les forces du rassemblement puissent adopter dans les Conseils Régionaux des positions différentes en regard de la participation aux exécutifs en fonction des réponses apportées par le PS aux exigences des listes de la gauche de transformation sociale et écologique.

Les Alternatifs font du rassemblement de toutes les forces présentes au sein du cadre unitaire actuel une priorité en regard de la nécessité historique de développer une dynamique forte de la gauche de transformation sociale et écologique. Ils en appellent au sens des responsabilités de toutes les organisations pour construire l'unité. ■

La responsabilité notre rassemb pour ouvrir une autre v

Il n'y a pas de plus grande nécessité que de réussir le rassemblement d'une gauche offrant une alternative de transformation sociale et écologique. La colère sociale s'accumule, les droits et libertés reculent, la situation dans les quartiers populaires se dégrade ; mais, la politique de Sarkozy ne sera pas mise en échec si on ne sort pas des politiques néolibérales qui ont dominé à gauche jusqu'à présent.

Depuis plusieurs semaines, la discussion progresse entre les différentes organisations pour un accord aux élections régionales. Elle connaît des avancées et parfois des reculs, mais sa réalisation est à portée de la main.

En regard des enjeux sociaux, écologiques et démocratiques l'échec serait injustifiable auprès du peuple de gauche. Il ne faut plus tarder. Les clarifications nécessaires ont été apportées et plusieurs points essentiels font accord entre l'ensemble des organisations. En regard des enjeux sociaux, écologiques et démocratiques l'échec serait injustifiable auprès du peuple de gauche. Il ne faut plus tarder. L'essentiel des clarifications a été apporté, et plusieurs points essentiels font accord entre l'ensemble des organisations :

* Un accord national pour la constitution, dans les diverses régions, au premier tour, d'une liste de la gauche antilibérale et anticapitaliste, en totale indépendance du Parti Socialiste et d'Europe Ecologie.

* Ces listes répondront à trois objectifs indissociables : battre la droite, changer les rapports de force à gauche, et rassembler une majorité autour d'un projet alternatif.

* Elles s'engagent à défendre ce programme dans les futurs conseils régionaux autour des mesures que nous voulons porter

ensemble.

* Leur nom et le cadre de cette campagne seront choisis pour être communs à toutes les composantes, au-delà du premier regroupement du Front de gauche aux européennes

* La construction des axes de la campagne doit démarrer dès aujourd'hui ; elle se fera avec tous les réseaux militants et citoyens. Pour donner corps à cette dynamique, il faudra créer le plus possible de cadres unitaires les plus larges. Une direction collective de campagne veillera, dans chaque région, aux tâches d'animation.

* Au cas où nos listes ne seraient pas en tête à gauche à l'issue du premier tour, elles s'engagent, à faire barrage à la droite en se rassemblant avec les autres listes de gauche au 2ème tour, une fusion démocratique à l'exclusion de tout accord avec le Modem. La liste arrivée en tête au 1er tour fusionnant avec les autres listes de gauche et écologique proportionnellement aux résultats du 1er tour. Nous demanderons le même engagement au PS et à Europe Ecologie.

* Le débat s'est précisé au sujet des conditions de participation à un exécutif des régions. Aucune caution ne sera apportée à des majorités tournant le dos aux exigences défendues pendant la campagne. Nos listes affirmeront leur volonté de mettre en oeuvre partout où nous nous jugerons en situation de le faire, les points essentiels de notre programme. Cette possibilité dépendra du rapport de force permettant effectivement de les appliquer. Notre participation est donc liée aux conditions qui la rendent possible. Cette hypothèse exclut toute participation du Modem ou d'une quelconque organisation de droite.

La discussion semble buter sur le degré d'implication des différentes composantes de notre rassemblement dans les exécutifs. Des appréciations différentes existent et existeront sur nos possibilités ; mais elles ne sont pas de nature à remettre en cause la nécessité de construire nos listes de rassemblement au 1° tour. Il serait incompréhensible, pour tous ceux qui attendent de nous une volonté d'unité, de diviser la campagne commune sur ce point, dès

de réussir lement, oie à Gauche!

lors que serait entendu que la participation aux exécutifs devra être discutée, après débat dans chaque région, en fonction des résultats de la campagne et dans le respect de la diversité des participants. Une réunion de la direction collective de campagne et des différentes composantes fera, dans chaque région l'analyse des résultats et des possibilités réelles d'agir dans l'exécutif.

Il faut avancer au plus tôt et débattre des axes essentiels de l'alternative commune que nous allons proposer dans tous les quartiers et dans toutes les régions: une logique de défense des biens et des services publics, le contrôle et l'orientation des fonds publics pour l'emploi et non pour aider les profits des grands groupes mondialisés, appuyée par une démocratie active donnant les moyens aux salarié-e-s et aux citoyennes et citoyens d'obtenir des changements concrets dans la politique des régions sur le terrain des transports, de l'environnement, de l'éducation, du logement, de l'emploi et de la formation professionnelle : c'est ce qu'attendent de nous les femmes et les hommes de gauche. Soyons à la hauteur de leurs aspirations. ■

Des militant-e-s qui souhaitent le succès de ce rassemblement, sans appartenance politique ou membres de diverses composantes des réunions unitaires - Alternatifs, Fédération pour une alternative sociale et écologique (FASE), Forum social des quartiers populaires (FSQP), Gauche unitaire, NPA, PCF, PCOF, PG, - s'adressent à toutes les organisations à la gauche du PS

L'appel peut être signé en ligne sur www.reussirlerassemblement.org

BRETAGNE: UNE AVANCEE BIEN FRAGILE

Le Samedi 14 Novembre, à l'initiative de la FASE, s'est tenue à Saint Brieuc la première rencontre des organisations de la « gauche de gauche » en Bretagne. Étaient présents: la FASE, le NPA (venu en nombre), le Parti de Gauche, la Gauche Unitaire. Les Rouges et Verts d'Ille et Vilaine et République et Socialisme s'étaient fait excuser. Le PCF (via sa fédération 22) avait fait savoir qu'il ne participerait pas à la réunion en raison de la consultation en cours de ses militants, mais plusieurs sections du PC, opposées à la ligne d'alliance avec le PS dès le premier défendue par leur direction régionale, avaient mandaté des représentants pour y participer.

La FASE a proposé à la discussion un texte de cadrage pour une liste unitaire aux Régionales suffisamment ouvert pour que l'ensemble des forces de l'arc de la gauche antilibérale puisse s'y retrouver; texte qui, s'il n'évoquait pas explicitement la question de la participation aux exécutifs, précisait clairement que les élus issus de la liste unitaire garderaient leur totale liberté de vote, d'action et d'expression.

Le NPA, quant à lui, a insisté pour y intégrer un amendement comme quoi les élus issus d'une liste de la gauche antilibérale ne « pourraient pas participer à un exécutif dominé par le PS ». Le débat s'est donc organisé autour de cette demande d'amendement, ce qui fermait les portes à un éventuel accord avec le PC.

Après trois heures de discussion et une suspension de séance, les représentants de la FASE ont proposé que les organisations qui étaient d'accord avec son texte le signent. Le NPA a alors exprimé le souhait qu'il n'y ait pas de rupture prématurée et déclaré qu'il était favorable à un communiqué commun. Un texte court a donc été rédigé; texte qui acte le fait de s'être rencontré, qui se félicite de la tenue de cette première rencontre, réaffirme la volonté de travailler à une liste unitaire pour les régionales et appelle à un nouveau rendez-vous pour poursuivre la discussion.

En conclusion provisoire, la présence de représentants de sections du PC disant clairement qu'une déclaration commune était importante pour le débat interne de leur organisation a sans doute pesé favorablement sur la conclusion. La détermination de la FASE (dans toutes ses composantes) aussi. ■

Jean-Louis GRIVEAU

PCOF : TRENTIEME ANNIVERSAIRE.

Le parti Communiste des Ouvriers de France fête ses trente ans, en plein quartier populaire de Belleville à Paris, le samedi 14 novembre. Cette organisation se réclame de l'héritage marxiste-léniniste, ce qui n'en fait pas, sur le plan théorique comme sur celui des modes d'organisation, la plus proche des Alternatifs dans la sphère de l'autre gauche.

Cette différence a été soulignée par Christian Pierrel, responsable national du PCOF dans son intervention, mais il a aussi relevé, très chaleureusement, des terrains de convergence, dans les combats quotidiens comme dans la perspective d'un front commun de la gauche anticapitaliste.

Cette fête se tenait à l'occasion d'une rencontre internationale des formations proches du PCOF. La présence dans la salle de nombreux résident-e-s des foyers et de travailleurs/tes immigré-e-s témoignait du travail de terrain accompli par des militant-e-s du PCOF, travail qui a contribué à la lutte pour la régularisation des salarié-e-s sans papiers, notamment en lien avec la CGT. ■

Jean-Jacques BOISLAROUSSIE

suite de l'édito

gouvernementaux. Et ce n'est pas le PS qui va porter la contradiction sur l'adoption du traité de Lisbonne au mépris du résultat du référendum, sur la poursuite des coupes claires dans les budgets des services publics et sur les privatisations, sur l'alignement diplomatique et – plus grave encore – militaire sur les USA ou sur la casse du droit du travail et des acquis sociaux en général. Il n'y a pas, sur le fond, de divergences.

3. valoriser les Idiotes utiles

Et si le trou d'air sondagier semble trop grand, si le PS semble se saisir d'un os à ronger, la droite agite son troisième hochet : Ségolène Royale. Une apparition de la présidente du Poitou fait immédiatement sombrer le PS dans sa guerre d'écuries présidentielles.

4. agiter le spectre des « Classes dangereuses »² :

Mais une campagne de l'UMP n'en serait pas une si n'était agité le spectre de la délinquance. Déjà, les radios périphériques et les chaînes nationales nous reparlent de ses réseaux mafieux rempants (arabes, tchétchènes, Roms, Sénégalais, Calabrais, Russes, Corses etc...) et de ces zones de non droit qui repoussent comme du chiendent à l'orée de chaque campagne électorale (même si, après 7 ans de droite au pouvoir, l'argument de la hausse de l'insécurité doit s'utiliser avec prudence !).

4. ... et chanter la patrie

Reste le recours au nationalisme. Cette potion à neutraliser électoralement le Front National (mais qu'importe son résultat électoral, si ses idées sont au pouvoir ?) et à offrir un exutoire

à l'électorat populaire de droite. Le drapeau dans une main, la lutte contre l'immigration clandestine de l'autre, le gouvernement se lance dans un grand « débat sur l'identité nationale ». Sans même rentrer dans le détail de la supercherie³, on ne peut que regretter que des personnes à gauche acceptent de participer à cette pantalonnade. Qui est en capacité, et surtout en droit de définir ce qu'est notre identité nationale ? Et pourquoi faire ?

Si au moins, il s'était agit de s'interroger sur la citoyenneté (de sa nature, de ceux qui en sont exclus, de ce qu'implique comme changement une démocratie vivante), ou mieux encore, de l'identité sociale ! ça ! Un site du gouvernement pour s'interroger sur les classes sociales, la divergence ou la convergence (c'est un débat citoyen, ne le tranchons pas d'avance !) entre les intérêts des riches et des autres. Voilà qui aurait été autrement intéressant. Mais c'est pas avec un tel débat au l'UMP aurait reconquis quoi que ce soit électoralement.

Nulle canopée, nous nous enfonçons dans des sous bois obscures au pas cadencé.

Mathieu COLLOGHAN.

1. Encore 6 points de moins en novembre selon le baromètre Metro- OpinionWay.
2. Voir ci-dessous l'extrait du poème d'Hugo.
3. Sur le site de « débat », seules les réponses sarko-compatibles sont acceptées. Les modérateurs y ont recopié des prises de positions publiques de Mélenchon ou Besancenot pour prétendre à une participation pluraliste.

Quand il n'était pas occupé à jouer les sabre-peuple, V.Hugo pouvait faire de la poésie.

*Hélas ! combien de temps faudra-t-il vous redire
A vous tous, que c'était à vous de les conduire,
Qu'il fallait leur donner leur part de la cité ;
Que votre aveuglement produit leur cécité ;
D'une tutelle avare on recueille les suites,
Et le mal qu'ils vous font, c'est vous qui le leur fîtes.
Vous ne les avez pas guidés, pris par la main,
Et renseignés sur l'ombre et sur le vrai chemin ;
Vous les avez laissés en proie au labyrinthe.
Ils sont votre épouvante et vous êtes leur crainte ;
C'est qu'ils n'ont pas senti votre fraternité.
Ils errent ; l'instinct bon se nourrit de clarté ;
Ils n'ont rien dont leur âme obscure se repaisse ;
Ils cherchent des lueurs dans la nuit, plus épaisse
Et plus morne là-haut que les branches des bois ;
Pas un phare. A tâtons, en détresse, aux abois,
Comment peut-il penser celui qui ne peut vivre ?
En tournant dans un cercle horrible, on devient ivre ;
La misère, âpre roue, étourdit Ixion.
Et c'est pourquoi j'ai pris la résolution
De demander pour tous le pain et la lumière....*

Extrait
d'« A ceux qu'on foule aux pieds »,
in *L'année terrible*, Paris.
J. Hetzel,
A. Quantin, 1883.

24 novem

24

 novembre : grèves et convergence des luttes dans plusieurs secteurs.

Cela ne s'était pas vu depuis la fin du premier semestre, et nous atteignons la fin de l'année, le mardi 24 novembre devrait voir des manifestations syndicales dans la plupart des villes de France. En effet, cette journée a été choisie par plusieurs fédérations syndicales pour mobiliser les salarié-e-s de leurs secteurs contre la politique gouvernementale et patronale.

Ce sera le cas d'abord des postier-e-s, à la veille de l'examen par l'Assemblée Nationale, du changement de statut de l'entreprise ouvrant la voie à la privatisation. D'ores et déjà, SUD, FO, CFTC et plusieurs syndicats régionaux et départementaux CGT appellent à une grève reconductible contre la privatisation de la Poste, tandis qu'à l'appel des organisations du collectif national contre la privatisation de la Poste dont les Alternatifs, des manifestations décentralisées se tiendront samedi 28 novembre et, encore en débat, une manifestation nationale en décembre. Chacun-e comprendra que de la réussite de la grève du 24 novembre dépendra pour beaucoup la suite de la mobilisation et la possibilité effective de contraindre le gouvernement à reculer.

Les derniers communiqués des Alternatifs, les liens vers les groupes locaux, notre presse locale, les archives du journal, des affiches, des tracts, des autocollants et des vidéos ...



Retrouvez toutes ces infos sur le site des Alternatifs : <http://www.alternatifs.org>

bre : grèves et convergence des luttes dans plusieurs secteurs.

Ce sera le cas des enseignants, à l'appel national de la FSU, de la CGT et de SUD éducation, contre les conséquences catastrophiques du budget 2010 avec plus de 10 000 suppressions de postes qui s'ajouteraient aux 30 000 déjà supprimés ces deux dernières années

Ce sera le cas des salarié-e-s des banques, pour, au cours des négociations salariales annuelles, imposer une revalorisation substantielle des salaires.

Ce sera sans doute le cas des cheminot-tes, si l'intersyndicale parvient à se mettre d'accord.

Dans la plupart des départements, les syndicats de postiers, d'enseignants et des salariés des banques se sont déjà mis d'accord pour des manifestations communes.

C'est l'occasion pour les entreprises touchées par des licenciements et des restructurations de se joindre à ce front uni pour construire par le bas la coordination des luttes que se refusent de prendre en charge les confédérations syndicales.

La mise en place d'un collectif contre les patrons voyous, regroupant des animatrices et animateurs de nombreuses boîtes de lutte, participe de cette même volonté de palier, par en bas, à l'absence de volonté de construire une riposte centralisée aux attaques conjointes du gouvernement du patronat.

La mise en place du site internet: www.collectifcontrelespatronsvoyous.com doit permettre, comme l'expriment ses initiateurs, « de mettre largement à disposition des informations sur les entreprises en butte aux licenciements et aux suppressions d'emplois, sur les luttes et aussi les répressions en cours. Il s'enrichira de vos contributions. Alors n'hésitez pas à le consulter, à réagir aux articles et à compléter ses rubriques ! »

Changer le rapport de force à gauche, c'est aussi s'engager sans réserve pour développer et soutenir les mobilisations syndicales. Mardi 24 novembre et samedi 28 novembre, les Alternatifs seront dans la rue. ■

Julien DOUILLARD

L'Assemblée nationale a, sans surprise, adopté l'amendement Copé fiscalisant les indemnités des accidentés du travail. Dans quelques jours, cet amendement sera examiné par le Sénat.

Depuis son lancement, les Alternatifs sont partie prenante de l'appel national initié par la Fondation Copernic contre la mesure annoncée qui vise à taxer les indemnités des accidentés du travail

« Il y a quelque chose d'obscène dans la mesure annoncée qui vise à taxer les indemnités des accidentés du travail. C'est s'en prendre aux salariés-dans leur chair. Alors que, subordonnés à l'employeur, ils viennent d'être brutalement vulnérabilisés par un accident survenu au travail. Alors qu'ils ne touchent déjà que 80 % puis 60 % du salaire journalier de base.

Alors qu'ils sont frappés par les franchises médicales et les déremboursements.

Alors que, très souvent, leur avenir est devenu incertain du fait du handicap qu'ils subissent.

La justice serait, au contraire, que les accidentés touchent davantage que la totalité de leur salaire, à titre de réparation.

Ne pas imposer jusque-là les indemnités journalières des accidentés du travail n'était qu'une frêle compensation.

La supprimer est scandaleux. D'autant que le total des accidents du travail vient d'augmenter de 0,4 % depuis 2 ans. Et que les suicides à cause du travail, et pas seulement à France Télécom, ne sont pas reconnus légalement comme des accidents.

Il faudrait aller exactement dans la voie inverse et mieux prévenir, protéger, réparer les accidents et les victimes. Car il y a 2 morts par jour au travail dans le seul secteur privé, 16 % de plus entre 2006 et 2008. On dénombre 720 150 accidents du travail avec arrêt par an, 46 436 accidents avec incapacité permanente, 37 millions de journées d'indemnisation AT. Les rapports officiels reconnaissent, d'autre part, que le chiffre de 43 832 maladies professionnelles, avec 8,7 millions de journées d'IT, est largement sous-déclaré.

Ce sont des chiffres ? Non, ce sont des vies. Des dizaines de milliers de vie que l'organisation du travail brise.

Nous appelons à la mobilisation pour réagir, alerter, rassembler tous celles et ceux qui sont scandalisé-e-s, de façon à faire reculer, catégoriquement, cette mesure inique, intolérable, inhumaine.

La pétition est signable en ligne à l'adresse : <http://www.non-taxation-at.net> ».

Il est maintenant nécessaire et urgent de passer à une nouvelle étape de la mobilisation, non pour simplement dénoncer cet énième mauvais coup du pouvoir, mais pour, concrètement, y faire échec et redonner ainsi espoir aux millions de salarié-e-s qui assistent, écoeurés, à la succession des contre-réforme sarkozystes et .. à l'absence de riposte intersyndicale. Car déjà, après les accidentés du travail, se profilent l'augmentation des franchises médicales et de nouvelles attaques majeures contre les retraites. ■

J.D



LA PORTEUSE DE PAIN

Une mise à pied pour une mise au garde-à-vous.

Une porteuse de pain travaillant à La Celle-Dunoise (Creuse) est passée en conciliation aux Prud'hommes. Parmi les causes du conflit, une mise à pied non payée de trois jours pour ne pas avoir réalisé des objectifs commerciaux fixés à 8 800 euros (6 500 réalisés).

Information des clients ou sanction ? Une affiche sur le camion indiquait que les tournées seraient suspendues pendant trois jours «pour mise à pied du salarié pour non réalisation de l'objectif». Mesure un brin vexatoire, non ? Outre le paiement des trois jours, la salariée réclame celui de ses heures supplémentaires. Lors de la conciliation, un seul point d'accord est apparu entre les parties, le paiement des

primes de fin d'année 2007 et 2008...

Pour le reste, un dédommagement d'un montant équivalent à un mois de salaire a été demandé par Raymond Aumaréchal (UD CGT).

Pour lui, la salariée est victime d'une sanction d'autant plus injuste qu'elle n'avait pas été informée de l'objectif commercial fixé par sa patronne. Des habitants ont signé une pétition en soutien à la porteuse de pain. Celle-ci travaille désormais dans la boulangerie mais ses horaires du matin ont été avancés. La conciliation n'étant pas achevée, le dossier sera plaidé de nouveau en février 2010. ■

Daniel TOURTAUD

«Urgence le positi

Le 18 novembre, le collectif «*Urgence climatique, justice sociale*» invitait les organisations de gauche à se prononcer sur la politique climatique européenne et mondiale, dans la perspective de la conférence de Copenhague. Avec l'appui de contributions des camarades de la commission économie, nous avons préparé les réponses suivantes aux questions proposées. ■

JJB et EVB.

N.B.: L'intégralité des contributions des partis est publiée sur le site de Mediapart, www.mediapart.fr, avec la possibilité pour les internautes de débattre sur le sujet.

Les Alternatifs apprécient de participer à la réflexion utile et stimulante qui est proposée par le collectif UCJS. En préambule, nous souhaitons faire valoir notre dû aux analyses diverses du problème, déjà existantes, et notamment celle d'Attac, analyses s'appuyant elles-mêmes sur les résultats et les préconisations du GIEC.

A ce titre, nous voudrions mettre en avant ce qui nous apparaît comme une insuffisante appropriation populaire des questions scientifiques et politiques autour du changement climatique. Cette appropriation nous semblerait un préalable à des réponses véritablement éclairées aux questions posées ici : nous sommes pour le moment tributaires des conclusions des scientifiques (dont le fameux « -40% » des pays développés est une illustration), sans maîtriser très bien le processus de réflexion qui permet d'aboutir à ces conclusions.

Selon nous, il faudrait « ouvrir les boîtes noires » des débats, afin de pouvoir mener une discussion sur des bases solides, dont les pourcentages idéaux de réduction, ou autres indicateurs synthétiques, seraient le point d'aboutissement. Nous croyons donc que la pression indispensable sur les négociations doit s'accompagner d'un processus visant à l'appropriation populaire des enjeux. Tel nous semble être l'une des missions des collectifs constitués autour de l'enjeu « *changement climatique/justice sociale* ».

Question 1 > *Quel serait pour vous un "bon accord" à Copenhague ? et quel engagement*

SOLIDARITÉ

Comme chaque année juste avant l'hiver les Alternatifs du Littoral Dunkerquois ont organisés une collecte de vêtements et de couvertures pour les personnes en difficulté.

C'est une trentaine de cartons et de sacs bien remplis que nous avons remis cette année à la Croix Rouge ainsi qu'une dizaine de couvertures.

Il suffit de passer quelque temps dans les locaux de cette organisation caritative pour se rendre compte que la misère est toujours, et peut être plus que jamais, présente sur le littoral Dunkerquois comme ailleurs.

Les gens de la Croix Rouge n'avaient le temps de ranger cartons et sacs que cela se bousculait dans le hall d'entrée pour choisir et se servir dans ce que nous avons collectés.

Tandis que les richesses continuent de s'accumuler pour quelques uns des millions d'autres vivent en ce début de 21ème siècle dans la pauvreté

De quoi se motiver davantage encore pour expliquer qu'un autre monde est possible et qu'à quelques semaines de Noël il y a ceux qui feront la fête dans les grands restaurants où sur leur yacht et tous ceux qui n'auront pas même de quoi faire réveillon ni même de quoi acheter des cadeaux pour leurs enfants.

De quoi nous motiver aussi pour redémarrer pour la deuxième année consécutive une collecte de jouets que nous avons remis l'an passé aux Restos du Coeur. ■

Roger LALOUETTE

climatique, justice sociale» : onement des Alternatifs

de réduction des GES induirait-il pour la France et l'UE?

Un bon accord à Copenhague porterait sur un engagement ferme des pays "développés" à réduire de façon significative les émissions de gaz à effet de serre : 40% par rapport à 1990, sans possibilité de report des émissions dans les pays du Sud ou d'Europe de l'Est par des mécanismes de flexibilité.

Il supposerait également une forte implication financière des pays développés pour l'adaptation des pays du Sud au changement climatique. Il permettrait également la coopération technologique entre Nord et Sud, et pas seulement le "transfert technologique", qui suppose que les technologies des pays du Nord sont universellement valables, et portent un modèle idéal pour toute la planète. Un tel cadre permettrait aux pays du Sud d'évoluer vers un modèle peu carboné qui serait décidé par eux et pour eux.

Cet engagement devrait prendre la forme d'un échéancier et d'un contrôle annuel (il ne se ferait pas seulement en référence à une échéance lointaine, de type 2020). Ce processus donnerait lieu à de lourdes pénalités pour les pays qui ne le respecteraient pas, permettant l'adaptation et le dédommagement pour les victimes du réchauffement, et la mise en œuvre de mesures énergétiques alternatives sous l'autorité d'un organisme international de régulation.

Nous ne nous croyons pas en mesure de "ventiler" l'engagement global de 40% entre les différents groupes de pays développés, et les différents pays, puisque nous constatons les incertitudes scientifiques qui existent sur l'impact respectif des différents types d'activités humaines (à titre d'exemple : élevage=18% des émissions mondiales de GES selon la FAO, novembre 2006 / 51% selon le Worldwatch Institute, novembre 2009), et en conclusion, sur les impacts et possibilités des différents pays. Nous préconisons une ouverture plus large des négociations pour traiter de ces questions.

Dans une perspective plus pragmatique, dans l'état actuel des choses, nous prenons acte de la mauvaise tournure que prennent les négociations pré-

Copenhague, et nous considérons qu'il vaut sans doute mieux que les décisions importantes soient repoussées à plus tard, sous la pression populaire, plutôt que d'aboutir à un accord inefficace et injuste. Copenhague pourrait donc fixer les lignes d'un processus ultérieur de décision.

Question2 > Quelle est la mesure prioritaire à mettre en œuvre pour engager le respect de cet accord nationalement et à l'échelle de l'Europe?

Il paraît difficile de dégager une unique mesure qui permettrait le respect de cet accord. C'est justement un changement systémique de société, au niveau de l'Europe et des Etats, qui nous semble nécessaire et urgent. Nous ne croyons pas que ce changement ne puisse reposer que sur des mesures fiscales incitatives, comme la bourse du carbone ou les taxes nationales, mais que le changement climatique doit ouvrir à de vastes chantiers de réflexion et de décision, à tous les niveaux géographiques (Etats ; régions ; départements ; villes), pour permettre les réductions de gaz à effet de serre drastiques qui permettraient d'éviter le basculement dans un système climatique chaotique (au-delà de +2°C).

D'une manière générale, nous préconisons :



Dans le domaine agricole, mutation vers une agriculture paysanne extensive et autosuffisante en termes d'intrants, qui irait de pair avec une réappropriation des territoires. Cette mutation irait de pair avec une diminution quantitative de l'élevage, et une transformation des modèles alimentaires (qui pourrait reposer sur des politiques concrètes en matière de restauration collective : bio ; local ; journées sans viande).



Dans le domaine énergétique, application du scénario Négawatt avec développement des énergies renouvelables, économies d'énergie et amélioration de l'efficacité énergétique. Sortie du nucléaire. Développement du logement social à faible consommation énergétique.



Dans le domaine des transports, relocalisation des activités agricoles et industrielles. Avancée de la gratuité des transports publics. Forte taxation des transports aériens internationaux, pour le moment non soumis au système des permis d'émission.

Question3 > Quelle mesure européenne pourrait être considérée comme prioritaire pour l'impact international qu'elle pourrait avoir vis à vis des pays du Sud ?

Là encore, il nous semble qu'il est difficile de dégager une mesure unique. Il s'agit de revoir notre modèle de « développement » dans les pays riches, qui a actuellement des conséquences dramatiques dans les pays du Sud. A titre d'exemple dans

DEBAT à NICE

Le NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) et les Alternatifs ont lancé ensemble, dans les Alpes Maritimes, un cycle de débats publics thématiques, dont le premier était :

«L'écologie est-elle compatible avec le capitalisme ?»

Après les introductions de Florence Ciaravola et d'Odile Oriot, un débat nourri s'est institué. Des représentants du PCF, du Parti de Gauche, d'Europe Ecologie, de Cap 21 ainsi que de la FASE (Fédération pour une Alternative Sociale et Ecologique) se sont exprimés.

Le concept de décroissance, le développement du capitalisme vert, la pollution, l'emploi, l'autogestion et la démocratie participative, etc... autant de questions abordées entre les participants qui ont estimé que ce type de rencontre formation était indispensable et stimulant. ■

le domaine agricole, appropriation des terres et déforestation en Amérique Latine, pour la production de nourriture animale, et d'agrocarburants pour les voitures.

Une transformation radicale de la PAC, vers le soutien une agriculture paysanne extensive et une diminution concomitante de l'élevage industriel, irait dans ce sens : moins d'importations de soja OGM (donc moins de transport) ;

moins de déforestation au Sud ; moins d'élevage globalement au Nord (donc moins d'émissions de méthane et de protoxyde d'azote) ; possible réappropriation des terres par les pays du Sud, qui permettrait la souveraineté alimentaire.

Nous sommes bien conscients de nous situer ici dans un discours utopique, en rupture totale avec le modèle dominant néolibéral. Mais si nous devons nous fixer un horizon, alors c'est ainsi que nous nous situons.

Question4 > *Comment envisagez-vous la contribution et les mécanismes de réduction et d'adaptation dans les Pays du Sud auxquels se soumettront l'Europe et de la France pour la réalisation des objectifs de l'accord ?*

Nous croyons qu'il est nécessaire pour les pays du Nord de reconnaître leur responsabilité dans la situation actuelle et dans les évolutions nécessaires ; et par ailleurs, la très grande vulnérabilité de la majorité des pays du Sud, à une crise qu'ils n'ont pas provoquée. A ce titre, nous croyons que les pays du Nord doivent s'engager financièrement, de manière sérieuse, pour aider à l'adaptation dans les pays du Sud au changement climatique.

En ce qui concerne les pays émergents, nous croyons qu'ils doivent au même titre que les pays "développés" aujourd'hui, évoluer vers un modèle faiblement carboné, qui est incompatible avec la croissance économique qu'ils connaissent actuellement.

Mais de manière générale, nous ne croyons pas que ce soit aux pays du Nord, auxquels nous appartenons, de prendre ces décisions qui impliquent les pays du Sud. Nous pouvons nous positionner en faveur d'un soutien financier, mais pour le reste, il s'agit aux pays du Sud de décider de leur modèle de "développement", en lien avec les enjeux climatiques. Ici encore, nous sommes conscients de prononcer de belles paroles en rupture avec le système actuel et

Un débat organisé par Les Alternatifs, le NPA et le Parti de gauche

Urgence climatique, justice sociale Enjeux du sommet de Copenhague - décembre 2009

Nous sommes à la croisée des chemins. Issu de l'activité humaine, dans le cadre d'un modèle de production agricole et industriel que les sociétés industrialisées ont mis en place et qui se répand sur l'ensemble de la planète, le réchauffement climatique met en danger les moyens d'existence et les vies de milliards d'êtres humains, et menace d'extinction des millions d'espèces. D'ores et déjà, des populations entières sont affectées, en particulier les femmes, les peuples indigènes, les paysan-ne-s et, de façon générale, les plus défavorisés.

Face à cette crise écologique et sociale, mouvements sociaux, organisations écologistes, politiques et scientifiques du monde entier appellent à une action urgente et radicale.

Du 7 au 12 décembre prochains, la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique se tiendra à Co-

penhague. Elle doit déterminer les objectifs et les solutions à mettre en œuvre à l'échelle internationale pour prolonger le protocole de Kyoto, qui prend fin en 2012.

Selon les climatologues, il faudrait que les pays industrialisés, premiers responsables de l'émission des gaz à effet de serre (GES), réduisent leurs émissions de 25 à 40 % d'ici à 2020 et de 80 à 95 % d'ici à 2050 (par rapport à 1990). Faire diminuer les émissions dans ces proportions est impératif pour limiter à 2°C la hausse des températures par rapport au niveau de l'ère préindustrielle. Au-delà, l'emballement climatique se produirait. Il ne serait plus possible de maintenir une température vivable sur terre... ■

(Extraits de l'appel « Urgence climatique, justice sociale » du Collectif national, dont Les Alternatifs, le NPA et le Parti de gauche sont signataires et parties prenantes - www.climatjustice.org/)

Réunion publique

Mardi 24 novembre à 20 heures 30

Salle Mistral - Village Vacances à Vogüé (07)

Avec la participation de Jacqueline BALVET,

Commission Méditerranée - ATTAC France

qui participent d'une utopie, sans offrir les leviers nécessaires pour permettre à cette utopie d'advenir !

Question5 > Jugez vous nécessaire de mettre en place une fiscalité du carbone au niveau des états et de l'Europe? Si oui, sous quelle forme la jugeriez vous la plus efficace pour le climat et le soutien aux pays du Sud ?

Sur le principe, nous sommes favorables à une fiscalité du carbone, à condition qu'elle soit décidée démocratiquement, et pensée pour être écologiquement efficace et socialement juste. Une telle fiscalité devrait prendre en compte les diverses sources d'émission de GES: industrie mais aussi agriculture ; transports et notamment transports aériens ; déforestation. Dans notre mouvement, la question de la taxation écologique fait débat et nous n'avons pas encore dégagé d'éléments de fort consensus sur le sujet.

D'ores et déjà, quelques pistes :

> sur son prélèvement



D'une fiscalité assise sur les revenus, plutôt que sur la consommation.



Une taxation progressive, qui prendrait en considération les émissions contraintes liées au cadre de vie (exemple : transport automobile en zone rurale) et porterait sur le "mésusage" (consommation "nécessaire" non taxée, consommation superflue taxée)

> sur sa réaffectation



Le financement de fonds contre la déforestation, ou de fonds

d'adaptation et d'aide à la mitigation pour les pays du Sud (en cela, la taxe constituerait un soutien, comme l'énonce la question)



le renforcement des services publics existants dans les pays « développés » (transport ; énergie ; habitat) et le développement de nouveaux services publics, à inventer dans le cadre d'une reconversion écologique des modes de vie (AMAP ; formation aux techniques d'agro-écologie...). Ces services publics pourraient être conçus sur une base décentralisée et participative.

Question6 > Etes-vous favorables à la financiarisation du carbone telle qu'elle a été initiée dans le cadre du processus de Kyoto et si non, quelles mesures proposez-vous si vous jugez opportun de donner un coût au carbone ?

Dans notre mouvement, il n'y a pas consensus sur la pertinence d'un tel dispositif. De manière globale, nous ne sommes pas favorables à la financiarisation du carbone telle qu'elle a été initiée dans le cadre de Kyoto, puisqu'elle permet une spéculation sur les biens essentiels de l'humanité comme l'atmosphère ou la forêt, et qu'elle a jusqu'ici montré une grande inefficacité pour réduire les émissions de GES.

Nous sommes par ailleurs tou-te-s critiques des mécanismes de flexibilité comme les MOC ou les MDP, qui permettent la poursuite de l'évolution délétère des pays du Nord sans aucune remise en question, sur une base néocoloniale qui digère les enjeux écologiques à son service.

En conséquence, nous soutenons comme alternative l'élaboration d'un système juridique contraignant, fixant des normes d'émission à ne pas dépasser, supposant des pénalités lourdes en cas de dépassement. Un tel système supposerait la mise en place d'une nouvelle agence internationale chargée de le gérer. Nous approuvons la proposition d'Attac de la mise en place d'une "Organisation Mondiale de l'Environnement" à la mesure de l'enjeu climatique, qui permettrait d'administrer un tel processus.

Pour celles et ceux d'entre nous qui ne sont pas opposé-e-s à la financiarisation par principe, cette « financiarisation » devrait être conçue comme un simple outil dans le cadre d'une politique écologique globale, qui supposerait politique publique, délibération citoyenne et transformation du modèle occidental productiviste, et pas comme le socle ultime de la transformation du monde.■

CAFE ALTERNATIF A ROUEN

PLAT DU JOUR :

**« *Taxe carbone
à la sauce nico ;
avec garniture
rocardienne* »**

**Vendredi 20 Novembre
à 18h45**

**au pub YESTERDAY
(3 rue Moulinet ; Rouen).**

Avec Elodie Vieille-Blanchard

Espagne : Feu rouge sur le droit à l'avortement.

Un peu partout le droit à l'avortement subit des revers dangereux et les avancées nécessaires proposées par certains gouvernements pour le rendre plus efficace en terme d'émancipation sont battues en brèche par les mouvements réactionnaires dynamisés par l'intelligentsia chrétienne catholique et les partis politiques conservateurs.

En Irlande, le chantage plus ou moins déguisé des « anti-avortement » a favorisé le « oui » au traité de Lisbonne, bafouant ainsi la position qui était sortie du dernier référendum et la démocratie populaire.

En Espagne, la dernière loi datant de 1985 dé-pénalise l'avortement dans divers cas (en cas de viol, douze semaines maximum ; malformation du fœtus, vingt-deux semaines, et danger pour la santé psychique et physique de la mère, sans limitation !) mais ne l'autorise pas.

Alors qu'elle devrait être réformée en vue d'instaurer une liberté totale d'avorter dans un délai de 14 semaines, étendue aux mineures de plus de 16 ans et ce, sans l'autorisation parentale, le « forum de la famille », plate-forme d'une quarantaine d'organisations catholiques conservatrices, a rassemblé dans les rues de Madrid, le 17 octobre 2009, (par ailleurs journée mondiale de lutte contre la précarité et pour l'égalité des femmes) une énorme manifestation de plus d'un million d'opposant-e-s à ce projet. Chacun s'accordait à dire que c'était la plus importante manifestation connue sous le mandat de José Luis Zapatero. L'atmosphère de la manifestation était festive et populaire. On remarquait des poussettes, des enfants et leurs parents, des religieuses et des prêtres défilant sous les banderoles où était écrit « droit à la vie ». Le forum de la famille, soutenu par le Parti Populaire s'était déjà distingué de la sorte, en 2005, contre le mariage homosexuel.

Le projet progressiste et féministe actuel, porté par le ministre de l'égalité du gouvernement socialiste de José Luis Zapatero est combattu d'après un sondage récent par 46% de la population, 44% y étant plutôt favorables.

En Espagne le nombre d'avortements reste élevé : 122 000 en 2008 dont 90% obtenus en faisant valoir « des risques psychiques ou physiques » pour la mère et sans limitation de temps, ce qui donne parfois lieu à des avortements très tardifs, à plus de six mois de grossesse. Ces avortements ont lieu à 98% dans les cliniques privées où les tarifs vont de 330 euros avant la 12ème semaine jusqu'à 3300 euros en 25ème semaine (d'après le JJD) parce que dans les établissements publics, 97% des médecins refusent de pratiquer cette opération en alléguant l'« objection de conscience » ou la crainte de poursuites judiciaires.

Si la loi proposée par le ministre de l'égalité du gouvernement Zapatero était adoptée par le parlement espagnol, la pratique d'un avortement jusqu'à la quatorzième semaine serait autorisée aussi bien dans les hôpitaux publics que dans les établissements privés. Sur cette réforme, les socialistes ont le soutien des indépendantistes catalans, des Verts, des communistes, mais devront négocier avec les nationalistes catalans et basques qui, marqués par leurs racines chrétiennes, ne refuseront peut-être pas toute la loi mais risquent de rejeter la mesure portant sur les mineures.

Angeles Alvarez, porte-parole du Réseau national des organisations féministes a déclaré « nous allons inonder l'Espagne d'affiches en réponse à la campagne de l'église basée sur l'exagération ». Ce réseau qui regroupe plus de 200 associations a donc présenté une campagne d'affichage destinée à soutenir le projet du gouvernement socialiste qui devrait être débattu courant novembre.

Le Parti Populaire a déjà fait savoir qu'il demanderait le retrait du texte.

Mobilisations contre la fermeture d'Interruption Volontaire de l'hôpital Tenon à

Depuis mai dernier, préparant la mobilisation pour l'ensemble des droits des femmes du 17 octobre, l'Association Droits des femmes 20ème a initié un collectif unitaire regroupant associations, syndicats, organisations politiques pour populariser cette manifestation. Cette préparation s'est faite dans une ambiance très chaleureuse, réunions régulières, diffusion de tracts, rassemblements, donnant la pêche à toutes et tous.

Mi-septembre, le hasard aidant (à la chorale !) un infirmier scolaire du 20ème informe une copine de l'association, qu'une de ses lycéennes souhaitait avoir recours à une IVG, avait trouvé le centre de Tenon fermé, et l'information de l'hôpital très défailante.

Effectivement en catimini, après le départ en retraite du médecin hospitalier responsable, le centre IVG a été fermé "pour une durée indéterminée, et pour tous renseignements s'adresser à l'AP-HP". Sans autre information. Immédiatement le collectif unitaire a décidé d'informer la

population du 20ème, en lançant une pétition « pour le maintien du CIVG à Tenon », a alerté les élu-e-s, les syndicats, et interrogé la direction de l'hôpital.

Les choses sont claires, la fermeture déguisée du CIVG entre dans la politique du gouvernement de destruction des services publics, sous prétexte de restructuration, l'hôpital n'y échappant pas.

En Ile de France, les délais pour avorter sont de 3 semaines, la moitié des avortements est réalisée par le privé qui ne respecte pas toujours les tarifs, refuse parfois les mineures et les étrangères sans papiers.

Depuis mai 2009, en région parisienne, trois centres IVG ont été fermés, Broussais, Jean Rostand, Senones et ce sera bientôt le cas pour Avicenne. Ces structures réalisaient environ 2800 IVG sur les 12000 pratiqués en Ile de France. Dans le 20ème les femmes en attente sont dirigées sur la maternité de St Antoine, dont la fermeture est annoncée ainsi que le transfert sur Trousseau de son activité IVG. Les semaines passent vite, et déjà, comme il y a 30 ans, des femmes sont amenées à partir avorter à l'étranger.

La "révolution démocratique et culturelle" devrait se poursuivre

Au-delà du cas spécifique espagnol, cette remontée du conservatisme religieux (voir les fermetures de centres d'IGV en France) donne toute sa crédibilité et sa raison d'être au mouvement féministe et à son combat. ■

(d'après la Croix du lundi 26 octobre et le site de la RAI.fr et Reuters le 17 octobre 2009, l'AFP, le Monde, le Journal du Dimanche et l'institut de sondage Metroscopia)

eture du Centre e Grossesse de Paris

Le gouvernement, par sa politique de destruction, va-t-il réussir ce que les nostalgiques anti-avortements ne cessent de réclamer, la fermeture des centres IVG ?

Ce processus répond à des objectifs économiques autant qu'idéologiques. Le 14 octobre le collectif unitaire occupait l'accueil de la maternité de Tenon. Après un échange animé avec la sécurité et l'administration de l'hôpital, une délégation était reçue par la direction et le professeur Usant chef du service gynécologie-obstétrique. L'entrevue fut classique, Usant mandarin « très attaché au service public (sa famille aussi !) » : dans l'intérêt de la santé des femmes et pour un meilleur accès aux soins de qualité, les regroupements hospitaliers sont une nécessité ! Le Directeur indiquant que ce n'est absolument pas une question budgétaire, mais une réorganisation de l'AP-HP pour un accueil de qualité... Nous sommes sortis de cette réunion conforté-e-s du bien fondé de notre lutte, et de la nécessité de l'amplifier et de l'élargir. C'est ainsi qu'une nouvelle manifestation a eu lieu le samedi 14 novembre. L'IVG on s'est battu pour la gagner, on se battra pour la garder. ■

Marie José PÉPIN

Les présidents latino-américains ayant entrepris des réformes constitutionnelles dans leur pays ont en commun de remettre en jeu leur mandat après l'adoption des nouvelles constitutions. Ce fut le cas d'Hugo Chávez en 2000 au Venezuela, de Rafael Correa en avril dernier et ce sera le cas d'Evo Morales le 6 décembre prochain.

Une chose est sûre, les présidents - qualifiés de « populistes » par Alexandre Adler et consorts - ne redoutent pas la confrontation avec le suffrage populaire et en sont jusqu'à présent toujours sortis renforcés. En Bolivie, le processus constitutionnel s'est avéré plus compliqué que dans les autres pays, il aura fallu pas moins de trois années pour adopter la Nouvelle Consti-

ba (destitué en août 2008 et qui s'était illustré dans la répression des mouvements sociaux), allié avec Leopoldo Fernández (toujours emprisonné en tant que responsable du massacre d'indigènes à El Porvenir dans l'Etat du Pando) ; tout comme en 2005 Samuel Doria Medina (Unité Nationale) tentera de représenter une alternative de centre-droit. Les leaders autonomistes du Comité civique du département de Santa-Cruz, représentants des oligarques, qui ont jetés toutes leurs forces dans la bagarre contre la constitution ne seront même pas représentés. Ils sont empêtrés dans des fractions et incapables d'avancer sur des positions programmatiques.



tion. D'ailleurs en août 2008, alors que l'opposition ne cessait d'entraver le travail constitutionnel par tous les moyens légaux et illégaux, Evo Morales et son équipe avaient été contraints d'organiser un référendum révocatoire (qu'ils avaient remporté avec 60 % des suffrages) pour mener à bien la réforme en cours.

La Nouvelle Constitution adoptée en janvier dernier, c'est donc tout naturellement qu'Evo Morales se représente devant les électeurs. Il affrontera une droite très affaiblie et extrêmement divisée entre ceux qui optent pour la modération et d'autres qui se situent clairement dans le camp de la réaction n'hésitant pas à lancer leurs hordes fascistes pour attaquer les meetings du MAS comme ces derniers jours. Pour la première fois depuis 1952, le Mouvement national révolutionnaire (MNR) ne sera pas présent à ces élections.

Face à Evo Morales, il y aura donc Manfred Reyes Villa, ex-préfet de Cochabam-

A gauche, Román Loayza, ex-fondateur et dissident du MAS, représentera un Front de gauche qui en a que le nom. Il sera soutenu par Felipe Quispe, leader Aymara qui affronta Evo Morales dans les années 90 pour le contrôle de la Centrale syndicale unifiée des travailleurs paysans de Bolivie (CSUTCB).

A trois semaines du scrutin, les sondages laissent augurer une large victoire du MAS. Evo Morales est donné gagnant avec 63 % des voix devant Manfred Reyes (19 %), Samuel Dora Medina (15 %). Fort du soutien populaire, il est donc très probable que le tandem Evo Morales et Alvaro García Linera (vice-président) pourra poursuivre la « révolution démocratique et culturelle » du pays par la transformation sociale et l'affirmation de l'Etat plurinational. ■

Richard NEUVILLE

UN AUTRE MONDE ☺ AUTOGESTIONNAIRES ☺

EST POSSIBLE ET NECESSAIRE

Chômage, précarité, exclusion et pauvreté, inégalités femmes/hommes, guerres... Le Monde est à transformer. La mondialisation capitaliste marginalise des millions de personnes et met en péril l'équilibre écologique de la planète. Nous voulons un autre Monde. Il se construit de mobilisations en forum sociaux. Nous affirmons qu'il est possible de construire une gauche alternative pour une société solidaire, féministe, écologiste et autogestionnaire.

★ ROUGES

Les Alternatifs agissent pour un nouveau projet d'émancipation sociale; un projet autogestionnaire qui prenne en compte le meilleur des aspirations sociales, féministes et écologistes; un projet pour l'égalité et contre toutes les discriminations, contre toutes les dominations, le racisme, l'homophobie. Contre le capitalisme ultra-libéral et autoritaire qui détruit les acquis sociaux et marchandise nos existences, nous défendons pour toutes et tous le droit à un revenu permettant une vie épanouissante, le droit au logement, à la santé, à l'éducation et à la culture.

Face à l'offensive libérale planétaire, il faut un changement radical et profond: Une révolution. Pas un "grand soir", mais une révolution longue s'enrichissant des mobilisations sociales, d'expériences, de critiques, de débats avec le plus grand nombre (individus, syndicats, associations, formations politiques).

Les Alternatifs sont partisans de la convergence des luttes et internationalistes. C'est à l'échelle de l'Europe et du Monde, particulièrement avec le Sud, qu'il faut agir et penser le changement de société et l'émancipation humaine.

La transformation radicale de la société nécessite la mobilisation, l'engagement de toutes et tous, une démocratie active:

Dans le champ économique : nouveaux droits pour les travailleurs; remise en cause des hiérarchies; développement du contrôle des salariés sur la marche des entreprises et la finalité de la production; appropriation sociale. Nous sommes favorables à la reprise ou à la création autogestionnaire des entreprises par leurs salariés.

Nous voulons défendre les services publics pour les transformer, et les transformer pour les défendre, notamment

en développant le droit de contrôle et d'intervention des salariés et usagers. Il y a urgence pour les quartiers populaires et les zones rurales.

Dans le champ politique : développement de la démocratie directe (assemblées citoyennes, budgets participatifs, référendums d'initiative populaire...); contrôle et révocabilité des élu(e)s par les citoyen(ne)s; droit de vote et d'éligibilité pour les résidents étrangers à toutes les élections..

Pour une Europe sociale, écologique et démocratique; pour des institutions internationales au service des Peuples.



VERTS

Nous n'avons pas le culte d'une nature idéalisée, mais nous dénonçons la logique du profit et du

productivisme. La crise écologique est là avec les perturbations climatiques. Les ressources naturelles ne sont pas infinies. L'alter-développement est notre réponse pour le futur: Agriculture paysanne et autonomie alimentaire; refus du pillage des ressources naturelles; aménagement équilibré des territoires et relocalisation des activités; abandon du nucléaire; politique globale d'économies d'énergie et de recours aux énergies renouvelables; utilité sociale plutôt que règne de la marchandise.

L'écologie est une dimension essentielle de notre projet d'émancipation; un projet à l'échelle de la planète.



♀ FEMINISTES

Il n'y aura pas de véritable démocratie, ici ou ailleurs tant que les femmes auront un statut mineur.

Les Alternatifs combattent pour l'émancipation de toutes et tous, pour la conquête de droits fondamentaux. Pour une égalité réelle entre femmes et hommes: Politique, avec une parité effective; sociale et professionnelle, contre la précarisation, le temps partiel imposé et les inégalités salariales; dans la sphère privée. Pour une éducation libérée de ses modèles sexistes, le libre accès à la contraception et à l'avortement, contre la marchandisation des corps et les violences faites aux femmes.

☺ PAS D'AUTRE POLITIQUE SANS POLITIQUE AUTREMENT

Crise de la représentation politique, crise de l'engagement, replis sur soi... Il est urgent de faire de la politique autrement. Nos exigences autogestionnaires s'appliquent à nos modes de fonctionnement: l'adhérent-e n'est ni un petit soldat ni un carriériste. Il dispose d'une large autonomie d'action et de possibilités d'intervention garanties par nos statuts.

Notre mouvement est un lieu de coordination et d'échanges, d'implication dans les luttes, d'élaboration collective et de débats. Les

responsables nationaux sont des bénévoles, mandatés par la coordination des groupes locaux. Ils appliquent les décisions prises par celle-ci.

Les Alternatifs sont une formation politique ouverte et unitaire. Pour eux, luttes sociales et action politique doivent converger sur

un pied d'égalité. Ils sont prêts à s'engager dans les institutions si cet engagement contribue à la transformation de la société, mais ils refusent les dérives gestionnaires et la politique-spectacle. L'action collective, la construction d'un projet d'émancipation sont primordiaux.

Rouges, verts, féministes, autogestionnaires, actifs dans les Forums Sociaux, nous sommes partie prenante du mouvement altermondialiste.

Hommage à un ami de l'Algérie et de la Liberté

Toutes les personnes qui sont au fait de l'Algérie connaissent ce philosophe, Francis Jeanson, et son fameux réseau de soutien à la résistance algérienne, dit réseau des "porteurs de valises".

Il découvre l'Algérie à l'âge de 21 ans, et s'engage en 1943 dans les Forces Françaises libres d'Afrique du Nord.

Mais c'est en 1948 qu'il séjourne pendant 6 mois en Algérie, qu'il découvre les méfaits de la colonisation française sur la population algérienne et fait connaissance avec des nationalistes notamment Fehrat Abbas. Il lance la revue *Vérités* avec d'autres intellectuels.

Après un second voyage en Algérie où il rencontre le monde des colons, il publie un article « *Cette Algérie conquise & pacifiée...* » dans la revue *Esprit*.

Il ne cesse dès lors d'apporter son soutien à la juste lutte du peuple algérien pour recouvrer sa liberté.

En 1955, un an après le déclenchement de la lutte armée, en collaboration avec son épouse Colette, il écrit : « *L'Algérie hors la loi* », un livre que, vingt trois ans plus tard, Jean Daniel qualifiera de « *bréviaire des révolutionnaires* ».

Dans un premier temps, les nationalistes lui demandent d'expliquer la situation au peuple français. Il écrit de nombreux articles dans *Les Temps modernes* et dans la revue *Esprit*...

Il fait appel à d'autres intellectuels, François Mauriac, Jean-Paul Sartre, Edgar Morin...

La fédération de France du FLN (appelée plus tard Wilaya 7) qui rencontre d'énormes difficultés du fait de la chasse au "faciés", lui demande alors d'appor-

ter un soutien logistique. Il dit dans un entretien « *que loger un Algérien c'est peut-être soustraire un homme à la torture* ».

Son logement, sa voiture furent mis à contribution : hébergement d'Algériens,

Remarquablement organisé par Francis Jeanson, le réseau est efficace, en particulier dans le domaine des transferts de fonds (plus de 400 millions d'anciens francs par mois au début de 1958) et du passage de frontière pour des Algériens.

A la fin de l'année 1958, la répression s'abat sur le réseau, mais Francis Jeanson n'est pas inquiété et début 1959 le réseau, réorganisé, retrouve un second souffle.

Le réseau Jeanson, dont plusieurs membres sont entrés en clandestinité, est surveillé par la DST et en février 1960 de nombreux membres sont arrêtés. Francis Jeanson échappe aux policiers de la DST mais son réseau, considérablement affaibli ne joue plus qu'un rôle limité, le relais étant pris par Henri Curiel.

Au procès du réseau, Francis Jeanson, qui vit désormais à l'étranger, est condamné à dix ans de prison par contumace.

Amnistié en 1966, il est nommé par André Malraux directeur de la maison de la Culture de Chalon sur Saône en 1967.

Il nous a quitté dans la nuit de samedi à dimanche 2 août 2009, à l'âge de 87 ans.

Par ces quelques lignes à l'approche du 1er Novembre, en ce mois d'octobre qui nous rappelle une triste date, celle du 17 octobre 1961 (200 à 300 Algériens furent tués à Paris sous ordres de Papon), rendons hommage à un combattant, à un ami de la liberté et des justes luttes. ■

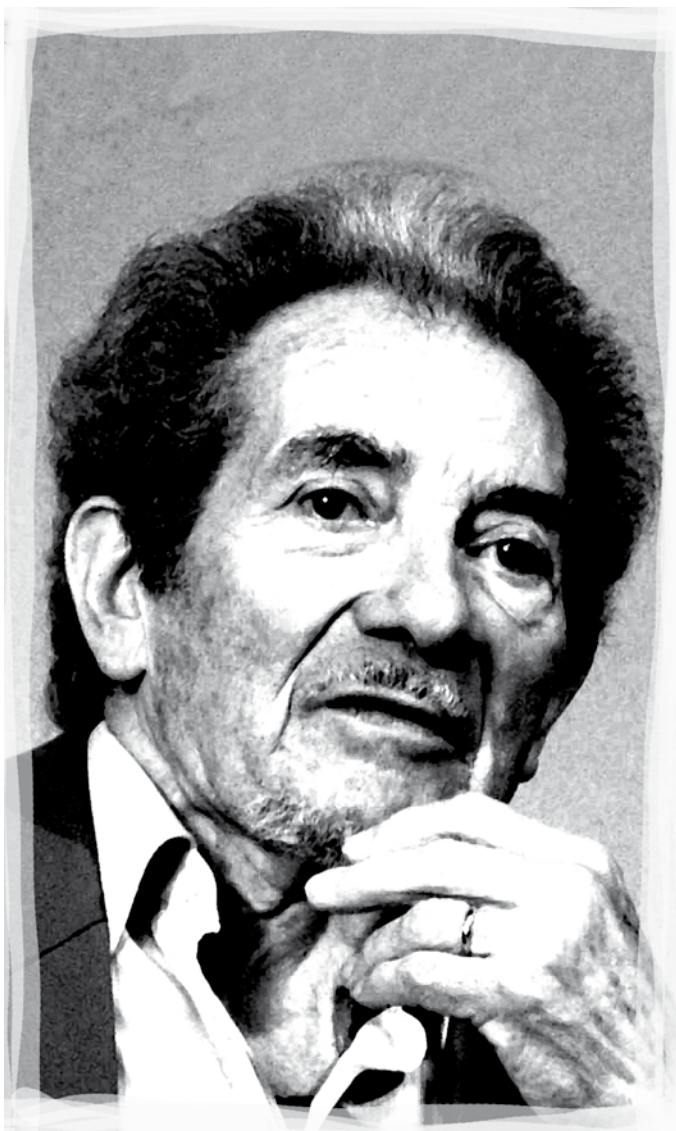
Ali DAHMOUN

aide à leurs déplacements, aux passages des frontières, aux transports de documents et de fonds pour alimenter la résistance.

C'est à partir d'octobre 1957 que Francis Jeanson met en place un vrai réseau avec d'autres militants : Etienne Bolo, Robert Davezies, Hélène Cuénat...

Repose en paix, Ami Francis, dans nos mémoires tu demeures.

(1) H. Hamon, R. Rotman « Les porteurs de valises » Albin Michel Paris 1979



Lectrices et lecteurs de Rouge & Vert



En permettant l'accès direct et le téléchargement de *Rouge & Vert* sur le site www.alternatifs.org, nous avons atteint notre premier objectif : dépasser très largement le lectorat de la version papier.

Cette offre gratuite sur la toile sera maintenue, elle permet de faire connaître largement notre journal et nos (pro)positions.

Nous poursuivons bien entendu, la publication de la version "papier" de *Rouge & Vert* de la *Lettre des élus Alternatifs*.

Nous n'atteignons pas encore l'équilibre entre les frais de publication (travail graphique, impression, routage) et les abonnements au journal, qui sont notre seule ressource financière. Le déficit est comblé par une subvention des Alternatifs.

Cette situation ne met pas en cause la parution de notre presse, mais pèse assez lourdement.

Nous lançons donc un appel aux lectrices et lecteurs pour remonter des abonnements en grand nombre.

Cette demande s'adresse en premier lieu aux personnes recevant gratuitement, à la demande des groupes et fédérations des Alternatifs, notre presse, ainsi qu'aux abonné-e-s en retard de réabonnement : nous ne pourrions plus leur assurer l'envoi gratuit.

Nous remercions celles et ceux qui s'abonneront ou se réabonneront, le montant de l'abonnement est de 50 euros par an pour *Rouge & Vert* et la *Lettre des élus Alternatifs* (chèque à l'ordre de *Rouge & Vert*). Nous avons toujours considéré que l'argent ne pouvait être un obstacle à l'engagement politique et citoyen.

Si, en conscience et en regard de difficultés financières, certaines personnes souhaitent s'abonner à un tarif inférieur, leur demande sera prise en compte. (mais les plus riches de nos mécènes peuvent aller au delà de 50 euros !).

Nous comptons sur le soutien de tous et toutes pour faire vivre la presse autogestionnaire qui est un outil au service de ruptures et alternatives indispensables.



Nom : Prénom :

Adresse :

Je m'abonne à «Rouge et Vert»

Je rejoins les Alternatifs en 2009

Ci-joint chèque de 50 euros à l'ordre de Rouge et Vert

Merci de faire parvenir ce bulletin et le chèque à :
Les ALTERNATIFS 40, rue de Malte 75011 Paris